

12 octobre 1981 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée au journal " Time Magazine ", sur les relations entre la France et les Etats-Unis, Paris, Palais de l'Élysée, lundi 12 octobre 1981

QUESTION.- Bien que vous soyez socialiste et le président REAGAN conservateur, certains ont constaté des analogies entre votre élection et celle du président REAGAN. Voyez-vous de telles analogies ? Etes-vous d'accord ?

- LE PRESIDENT.- Oui, puisque nous avons tous les deux battu un président sortant. Oui, dans la mesure où nous avons gagné la Présidence après une longue lutte dans le temps. Voici deux ressemblances. Ce sont des ressemblances un peu formelles, car nous ne nous sommes pas battus sur les mêmes thèmes politiques. Mais nous avons l'un et l'autre renversé les politiques en place en réveillant la volonté d'un peuple.

- QUESTION.- Je crois que c'est le ministre CHEYSSON qui a vu une majorité qui allait au-delà du nombre des votes mêmes.

- LE PRESIDENT.- Précisons. Au moment de l'élection présidentielle de mai 81, on a retrouvé la répartition des suffrages devenue habituelle ces sept dernières années. La droite et la gauche dans notre pays varient en effet entre 48 et 52 %. Pour les législatives, en revanche, par un effet d'entraînement, il s'est produit un courant populaire qui a dépassé les frontières politiques traditionnelles. Résultat sans doute d'un consentement national autour d'une espérance.

- QUESTION.- Quel est l'état, à l'heure actuelle, des relations entre la France et les Etats-Unis ?

- LE PRESIDENT.- Bonnes avec naturellement des variantes selon le sujet que l'on traite. Pour l'équilibre Est - Ouest, notre démarche, sans être identique, est suffisamment proche pour que nous n'ayons pas entre nous de graves problèmes. Très réelle, en revanche, est la divergence de vues à l'égard des peuples aujourd'hui placés sous la coupe des oligarchies d'Amérique latine et plus précisément en Amérique centrale.

- Nous n'avons pas non plus la même approche des relations entre pays industrialisés et pays du Tiers monde.

- Mais, d'une façon générale, la politique franco - américaine est une politique de dialogue. On discute et on cherche un accord. Et nous sommes, les uns et les autres, fidèles à l'Alliance qui nous unit pour la défense de la paix et qui exprime un fonds commun de civilisation.

- QUESTION.- Vous avez écrit dans un de vos livres vos réactions au moment de votre premier voyage aux Etats-Unis et je me demande avec quelle image et dans quel esprit vous y allez aujourd'hui.

- LE PRESIDENT.- J'y vais avec plaisir et grand intérêt pour un pays qui me passionne. Mon voyage actuel a des raisons historiques et des raisons politiques. Historique, la célébration de l'anniversaire qui a marqué la conjonction victorieuse des forces américaines et françaises et le début d'un solide compagnonnage à travers deux siècles d'une amitié vivante et ancienne.

Politiques : relations de la France et des Etats-Unis d'Amérique, préparation de la prochaine conférence de Cancun, problèmes de l'armement, négociation entre l'Est et l'Ouest.

- Nous parlerons certainement aussi de l'Amérique latine, de l'Afrique, du Proche-Orient, bref, de tout ce qui touche aux intérêts du monde où nos pays sont impliqués.

QUESTION.- Le réajustement monétaire de cette semaine. Est-il symptomatique d'un désordre plus grand dans le système monétaire international `SMI` ?

- LE PRESIDENT.- C'est une conséquence, pas une cause du désordre monétaire. L'un des événements les plus graves d'après la guerre a été la décision de Richard NIXON de casser le système de Bretton Woods en 1971 et depuis cette époque, l'Occident se livre à lui-même une lutte sauvage.

- Il n'y a plus de règles, plus de lois, mais une guerre des monnaies, une guerre économique, et c'est un des points les plus inquiétants pour l'avenir des relations du monde occidental.

Aujourd'hui, chacun travaille pour soi. Les Etats-Unis ont besoin, disent-ils, d'un taux très élevé de l'argent. C'est leur affaire. Mais ils ne peuvent ignorer que cette mesure exaspère les mouvements déjà dangereux de capitaux volants. On encourage le désordre. Les fluctuations du taux de change du dollar, c'est la même chose. Cela désorganise l'économie occidentale.

- Avant de retrouver un nouvel ordre, il faudra du temps. Chacun de nos pays étant en crise, tous ont un réflexe égoïste, se sauver d'abord soi-même, alors qu'ils ne se sauveront que tous ensemble.

- Le réajustement monétaire en France traduit une réalité. Le franc `monnaie` avait perdu beaucoup de sa valeur par-rapport au mark avant que je sois élu. J'aurais pu dévaluer le jour même de mon élection. Mais je voulais que ce réajustement se déroulât dans-le-cadre du système monétaire européen à `SME`. Donc il fallait négocier. C'est cette négociation qui a abouti dimanche dernier.\

QUESTION.- La fermeté de votre politique de défense `défense nationale` : comment mesurez-vous, comment caractérisez-vous cette politique en comparaison avec celle d'avant et celle des autres pays européens ?

- LE PRESIDENT.- C'est à vous qu'il appartient de mesurer ces choses, pas à moi. Moi, je défends les intérêts de la France sans prétendre nuire à personne. La France, en ce qui concerne sa propre défense, a décidé d'assurer sa force stratégique de dissuasion et c'est pourquoi j'ai pris la décision de continuer le sixième sous-marin nucléaire et de mettre en chantier le septième.

- Quant aux relations Est - Ouest, je souhaite la négociation avec l'Union soviétique, mais je pense qu'il est bon que cette négociation s'engage sur la base d'une position claire des Etats-Unis d'Amérique. C'est le cas aujourd'hui, quel qu'opinion qu'on ait sur tel ou tel aspect du plan de M. REAGAN. Maintenant, les Russes et les Américains savent de quoi ils ont à parler.

- QUESTION.- Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé par la tendance au neutralisme en Europe ? Le problème est-il limité ou dangereux ?

- LE PRESIDENT.- Le neutralisme est un mot qu'il ne faut pas prononcer légèrement. J'essaie pour ma part de comprendre la réaction de l'Allemagne, pays qui n'a pas le droit de s'armer nucléairement et qui est cependant bourré d'explosifs nucléaires dont il n'a pas la disposition. Cette contradiction est difficilement supportable. Cela provoque une série d'interrogations sur lesquelles un Français doit s'exprimer avec prudence.

- Il est plus facile à l'opinion des pays qui dispose de la force nucléaire d'être à l'abri de ce genre de crises que les pays qui n'en ont pas et qui se sentent la proie des décisions des autres.

- Je crois que ces tensions devraient s'apaiser, si les Américains qui ont maintenant marqué leur volonté engageaient, à bref délai, la grande négociation avec l'Union soviétique. Je pense qu'ils doivent le faire.\

QUESTION.- Vos convergences de vues avec Washington sur les questions Est - Ouest semble être reconnues, mais quelle est l'ampleur des divergences sur les questions Nord-Sud ?

- LE PRESIDENT.- La France est plus portée que les Etats-Unis d'Amérique vers la réforme de la Banque mondiale, du Fonds Monétaire International `FMI`, vers le soutien des cours des matières premières, cacao, café, etc., sur la création d'un certain nombre d'institutions nouvelles. Et sur les aides publiques aussi. Les Etats-Unis d'Amérique croient au jeu du libéralisme, des aides privées, de l'intervention des multinationales. Mais cette approche différente n'empêche pas que nous ayons maintenu un bon dialogue. Les Américains ont tenu compte d'un certain nombre de nos observations. Et j'écoute leurs thèses avec la plus grande attention, avec le respect que mérite ce grand pays.

- QUESTION.- Sans l'augmentation significative de l'aide américaine, le projet pour un New Deal

ne marchera pas.

- LE PRESIDENT.- Nous essayons de notre côté d'aller vers les 0,7 % promis de notre produit intérieur brut `PNB` pour l'aide au Tiers monde. Nous n'entendons donner de leçon à personne et devons commencer par appliquer à nous-mêmes ce que nous réclamons des autres. Mais vous avez raison : il incombe aux Américains d'assumer leur rôle au-niveau planétaire ou bien rien ne sera possible.

- Les pays industrialisés ont besoin de la relance par le Tiers monde, besoin de ces milliards d'êtres humains, virtuels acheteurs de nos produits. Ce n'est pas seulement un point de vue généreux, c'est un point de vue intéressé.\

QUESTION.- Quelle a été l'origine de la déclaration franco - mexicaine sur le Salvador ?

- LE PRESIDENT.- La réalité. La réalité, c'est que le Salvador vit sous une oligarchie insupportable, dictatoriale qu'il y a des massacres qui se produisent là-bas et qu'il faut bien que quelqu'un le dénonce.

- Quand il y a des massacres dans le monde, on intervient. Nous pensons que le maintien de systèmes dépassés en Amérique latine est un danger pour tout le monde. On parle du communisme ? C'est comme cela qu'on le fabrique ! Le communisme naît de la misère, et si l'Occident n'est pas plus compréhensif, ces peuples s'armeront en s'adressant à d'autres. C'est-à-dire l'URSS.

- On finit ainsi par ranger dans le camp des adversaires de l'Occident des gens qui ne sont pas ses adversaires naturels mais qui y sont conduits par la logique de la situation qu'on leur impose.

- Je connais bien le président des mouvements révolutionnaires salvadoriens, Guillermo UNGO. C'est un social-démocrate. Il est venu déjeuner avec moi, il y a huit jours ici. Il n'est pas du tout communiste.\

QUESTION.- En ce qui concerne le Moyen-Orient, le plan FAHD, vous avez exprimé un certain enthousiasme.

- LE PRESIDENT.- Non, pas d'enthousiasme. Mais j'ai constaté que c'était un progrès. Ces propositions pourraient permettre de débloquer la négociation. C'est là qu'est le problème. Quant au contenu, ça se discute. Et justement, il faut qu'on en discute.

- QUESTION.- Cela sera-t-il un sujet de conversation avec le président REAGAN ?

- LE PRESIDENT.- A priori, non. Peut-être que oui.

- QUESTION.- Croyez-vous que la France puisse aider les Etats-Unis à faire pression sur Israel à travers ce plan FAHD ou est-ce que la France compléterait les projets des Etats-Unis, comme Camp David ?

- LE PRESIDENT.- J'ai approuvé Camp David. Mais, maintenant, Camp David est bloqué. Le plan FAHD est une autre méthode. Toutes les méthodes sont bonnes si elles conduisent à la paix.\

QUESTION.- Votre budget prévoit une augmentation des dépenses publiques de 25 %, un déficit de quatre vingt quinze milliards de francs, entre un tiers et la moitié du déficit budgétaire des USA.

- LE PRESIDENT.- Nous avons un déficit moindre que la plupart des pays industrialisés par rapport au produit intérieur brut `PNB`, moindre que l'Allemagne fédérale, que le Royaume-Uni, que le Japon, supérieur à celui des Etats-Unis, c'est vrai, mais c'est le seul.

- QUESTION.- Il y a des économistes qui disent que cela pourrait aggraver l'inflation.

- LE PRESIDENT.- Nous avons un déficit budgétaire, je le répète, inférieur à celui de nos voisins. Donc moins inflationniste que le leur et pourtant leur inflation est moindre que la nôtre.

L'explication des économistes en question n'est donc pas la bonne.

- QUESTION.- Mais on regarde cependant avec un oeil plus critique le taux d'inflation en France en ce moment, avec tous vos nouveaux programmes.

- LE PRESIDENT.- Le taux d'inflation de la France avec MM. GISCARD D'ESTAING et BARRE marchait au rythme de 14 % environ, avec une politique exactement contraire à la nôtre, sans nationalisations et avec un déficit budgétaire moindre. On nous fait une critique injuste. Notre ambition et notre volonté sont de réduire à la fois le chômage et l'inflation.

- QUESTION.- Et les nationalisations, monsieur le Président ? Les Américains ont été assez

touchés par ce phénomène.

- LE PRESIDENT.- C'est notre affaire, pas la leur. Les intérêts américains comme ceux de tous les étrangers, seront intégralement respectés.

- QUESTION.- Est-ce une action politique ou économique ?

- LE PRESIDENT.- Economique et politique à la fois. Elle répond à notre explication de la société. Quand il existe des monopoles, nous voulons les réduire. Or, il y a des monopoles privés qui pèsent sur la société, sur l'Etat, sur le marché dans des secteurs-clés de l'économie. De plus nous voulons créer des pôles d'entraînement pour notre restructuration industrielle et nous avons constaté qu'en France les sociétés nationales s'étaient montrées capables d'investir ces dernières années. Pas les grands trusts privés. Nous en avons tiré les conséquences.\

QUESTION.- Depuis longtemps vous vous affirmez partisan résolu de l'Alliance atlantique, vous soulignez la nécessité d'un rétablissement de la balance des forces en Europe. D'autre part, sur-le-plan intérieur français, vous étiez depuis de longues années l'animateur de l'union de la gauche, l'alliance avec les communistes. Comment pouvez-vous concilier ces deux positions de principe ?

- LE PRESIDENT.- Ce ne sont pas des positions de principe. Ce sont des situations de fait. Sur-le-plan de l'équilibre mondial, nous sommes dans l'Alliance atlantique et d'ailleurs les communistes français à `PCF` ne demandent pas qu'on la quitte. En France, je cherche à entraîner un mouvement populaire et je veux que les classes sociales qui composent ce mouvement populaire aient leur mot à dire dans les affaires de la nation et dans les affaires de l'Etat. Et pour cela, il faut qu'elles soient unies, sans quoi elles seront toujours dominées. Si vous comprenez cela vous comprendrez ma stratégie d'union de la gauche. J'ajoute que les socialistes disposent en France de la majorité absolue et que le Gouvernement applique le programme du candidat socialiste que j'étais. On ne peut pas dire que notre stratégie n'ait pas été la bonne !

- QUESTION.- Avez-vous l'impression qu'aux Etats-Unis le président et l'administration ont changé d'avis ?

- LE PRESIDENT.- Ils me prennent comme je suis. C'est une preuve de leur ouverture d'esprit et de leur amitié et de leur respect pour la France.

- QUESTION.- Mais par exemple, les ministres communistes. Il y a eu une certaine "commotion" aux Etats-Unis ...

- LE PRESIDENT.- On me l'a dit.

- QUESTION.- Le virage à gauche démontré par votre élection a suivi plusieurs élections dans le monde démocratique qui sont allées vers la droite. Mme THATCHER, le président REAGAN. La France est-elle à la tête d'une nouvelle tendance internationale ou la France est-elle à contre-courant ?

- LE PRESIDENT.- C'est l'histoire qui le dira.

- QUESTION.- Vous ne le savez pas ?

- LE PRESIDENT.- J'ai quand même mon idée là-dessus.

- QUESTION.- Ce sera peut-être la Grèce qui nous dira quelque chose dans quelques jours ?

- LE PRESIDENT.- Il y a un progrès des forces de gauche en Espagne, en Italie, en Grèce, en France. Mais, c'est plutôt un phénomène d'Europe du sud. Un phénomène qui tient à des conditions historiques, sociologiques, économiques, différentes de celles de l'Europe du nord, même religieuses, de l'Europe des églises réformées. C'est un -état d'esprit différent. Et une certaine façon d'être. Mais vous verrez bientôt le socialisme prendre sa revanche en Suède. Il est bien installé en Autriche. Les socio-démocrates gouvernent en Allemagne fédérale, au Danemark. Ne parlons donc pas de déclin dans le nord de l'Europe.\

QUESTION.- Certains, même de gauche, disent que vous avez un air un peu gaulliste, pas simplement en style, mais en substance.

- LE PRESIDENT.- Je me tiens debout, de GAULLE se tenait debout. Je regarde par la fenêtre où regardait de GAULLE. Je parle de la France, de Gaulle parlait de la France, etc. Ce n'est pas suffisant pour justifier cette référence qui n'est qu'une commodité de plume pour beaucoup. De GAULLE et moi sommes différents sur des points essentiels.

- QUESTION.- Et alors. Le style MITTERRAND va évoluer ?

- QUESTION.- Les autres, le style, les vêtements, les choses...

- LE PRESIDENT.- Je suis comme je suis, faut-il le répéter et je n'ai pas besoin d'évoluer pour m'affirmer moi-même.

- QUESTION.- Vous avez relevé une fois l'observation selon laquelle un des problèmes de M. GISCARD D'ESTAING aurait été qu'il n'avait pas compris que l'histoire est tragique. Est-ce sain pour un chef d'Etat de croire cela ?

- LE PRESIDENT.- Le mot n'est pas de moi mais de Raymond ARON. Je crois cette dimension nécessaire. Tout le montre. Moi, je suis né pendant une guerre mondiale et j'ai fait à 20 ans une deuxième guerre mondiale. J'ai vécu ma jeunesse à une époque où sur le sol de l'Europe, il y avait HITLER, MUSSOLINI, FRANCO, SALAZAR, STALINE et quelques autres. Tout ce qui se passe sous nos yeux montre que nous ne sommes pas sur les rivages d'un monde apaisé, harmonieux. Tout est lutte, tout exige du courage, de l'effort. Il n'y a pas de réponse à l'histoire sans l'effort, et l'effort se commande par le fait que tout est difficile : les passions, les intérêts, les rivalités. L'humanité sort tout juste de sa préhistoire. Regardez bien autour de nous. Oui, l'histoire est tragique.

- QUESTION.- Ca ne veut pas dire être pessimiste ?

- LE PRESIDENT.- Non, pas du tout. L'homme apprend à se maîtriser pour maîtriser l'histoire. La marche vers la connaissance de soi est le meilleur itinéraire pour aller vers le monde. Je crois à la capacité de l'homme et ses échecs, ses fautes ne me font pas désespérer.\